



NOTRE-DAME-DE-BELLECOMBE

Modification de droit commun n° 1 du PLU

EXAMEN AU CAS PAR CAS

RÉALISÉ PAR LA PERSONNE PUBLIQUE RESPONSABLE

NOTICE D'AUTO-ÉVALUATION

1 - Rappel du contexte

La commune de Notre-Dame-de-Bellecombe dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 19 juillet 2021. Une modification simplifiée n°1 a été approuvée le 23 mai 2022.

Monsieur le maire a pris l'initiative d'engager une procédure de modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme pour :

- // Mettre à jour les documents graphiques pour intégrer le périmètre de protection de la diversité commerciale.
- // Compléter la liste des bâtiments en zone A et N pour lesquels le changement de destination est autorisé.
- // Étendre le périmètre des zones A-s et N-s (destinées à la pratique du ski) dans le secteur de Montrond pour faire correspondre ce périmètre avec le domaine skiable aujourd'hui exploité (il s'agit de corriger une erreur dans le report du périmètre du domaine skiable exploité lors de l'élaboration du PLU).
- // Faire évoluer le règlement écrit sur certains points pour apporter des précisions et améliorer son interprétation.

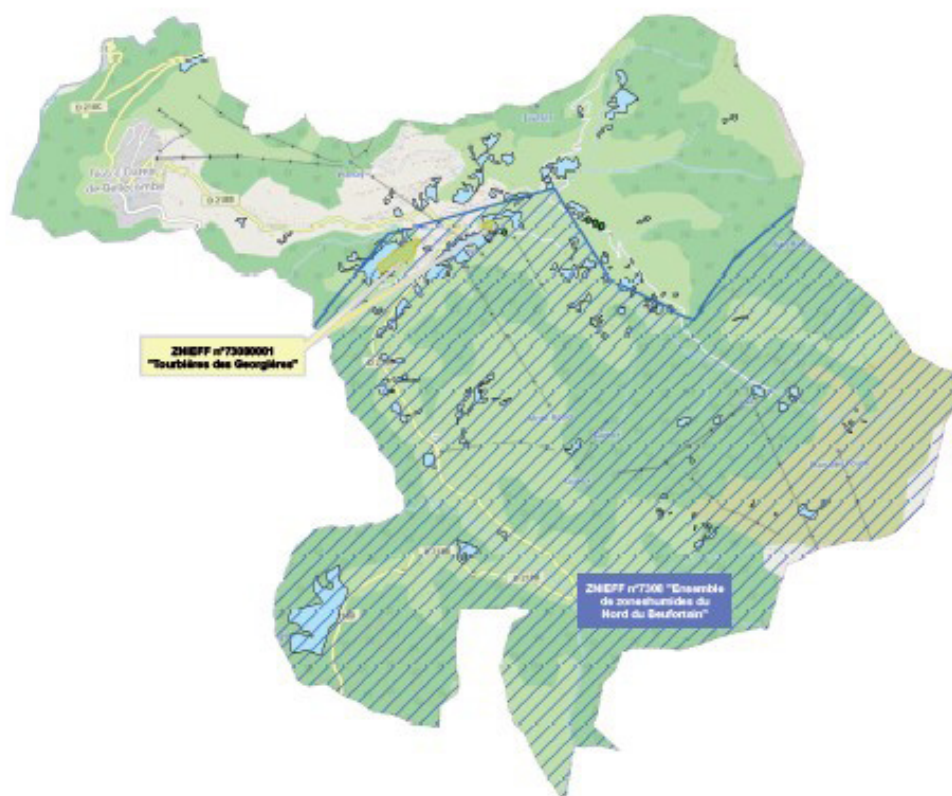
2 - Incidence sur un site Natura 2000

La commune n'est pas concernée par un site Natura 2000.

3 - Incidence sur les milieux naturels et la biodiversité

La commune est couverte par 2 ZNIEFF :

- // La ZNIEFF de type 2 n° 820031335 : «Ensemble des zones humides du nord Beaufortain»
- // La ZNIEFF de type 1 n° 820002427 : «Tourbières des Gorgières».



Les corridors écologiques

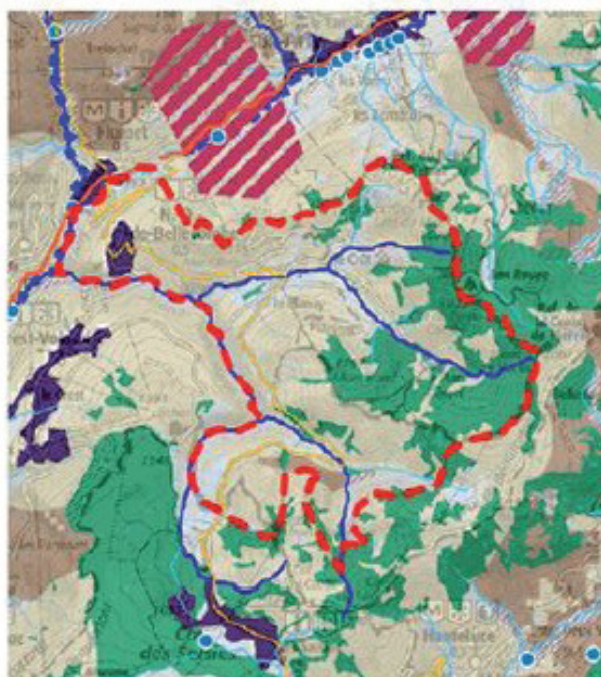
Le **SRADDET** (Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires), approuvé par arrêté du préfet de région du 10 avril 2020, Il classe une partie des boisements et des zones d'altitude de la commune en réservoir de biodiversité à préserver pour la trame verte. Aucun corridor terrestre n'est identifié par ce document dans le secteur de Notre-Dame de Bellecombe. L'Arly est identifié comme cours d'eau de la trame bleue à remettre en bon état, et ses principaux affluents (Nant du milieu, Nant Rouge) comme cours d'eau à préserver.



Le **SCoT d'Arlysère**, approuvé le 9 mai 2012, n'apporte pas d'information supplémentaire concernant la trame verte et bleue communale.

Le Scot reconnaît l'intérêt écologique des corridors et des différents éléments qui permettent d'améliorer la biodiversité en permettant les échanges écologiques entre les «coeurs de biodiversité ».Ainsi, sur les secteurs où les enjeux de préservation de l'armature verte sont les plus forts au regard des continuités écologiques, le SCoT d'Arlysère identifie douze corridors biologiques à préserver : le corridor de Flumet Est qui concerne indirectement le territoire de ND de Bellecombe (vers le sud), précise toutefois la zone de transit préférentiel de la faune entre les deux versants de la vallée (conformément au SRCE).





Réservoirs de biodiversité :

Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état.

Corridors d'importance régionale :

Fuseaux	Axes	Objectif associé :
		- à préserver
		- à remettre en bon état

La Trame bleue :

Cours d'eau et tronçons de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue

- Objectif associé : à préserver

- Objectif associé : à remettre en bon état

Espaces perméables terrestres * : continuités écologiques fonctionnelles assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité

Perméabilité forte

Perméabilité moyenne

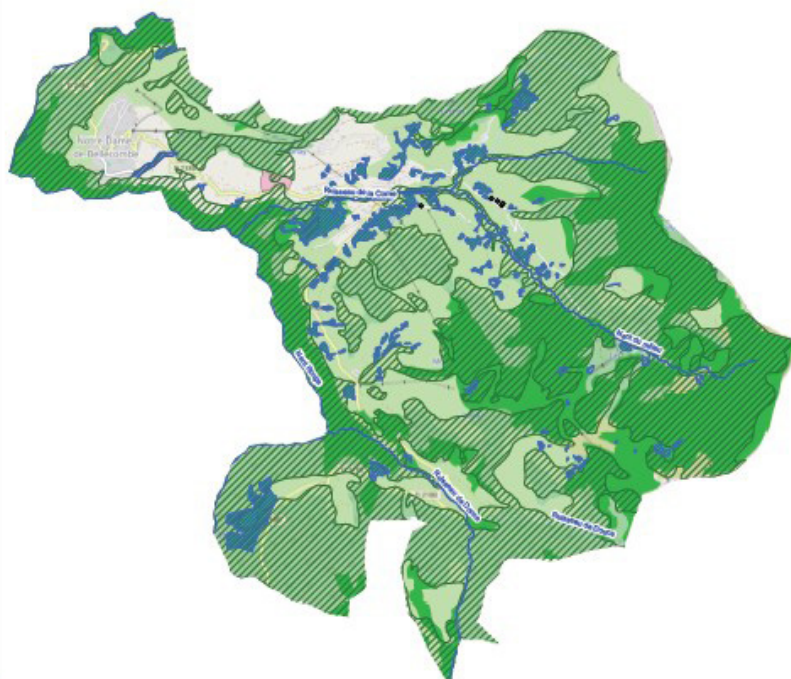
Espaces perméables liés aux milieux aquatiques *

* structurés à partir des données de perméabilité écologiques MEF - (Atlas Ecologique de Rhône-Alpes, 2010)

Principaux secteurs urbanisés et artificialisés, localisés à titre indicatif (Corine Land cover, 2006)

Extrait du SRCE Rhône Alpes

PLU Inter-Comm-de-Delaunay (73) CARTE TRAME VERTE ET BLEUE



Trame bleue

— Cours d'eau de la trame bleue

• Zones humides ponctuelles

■ Zones humides

Trame verte

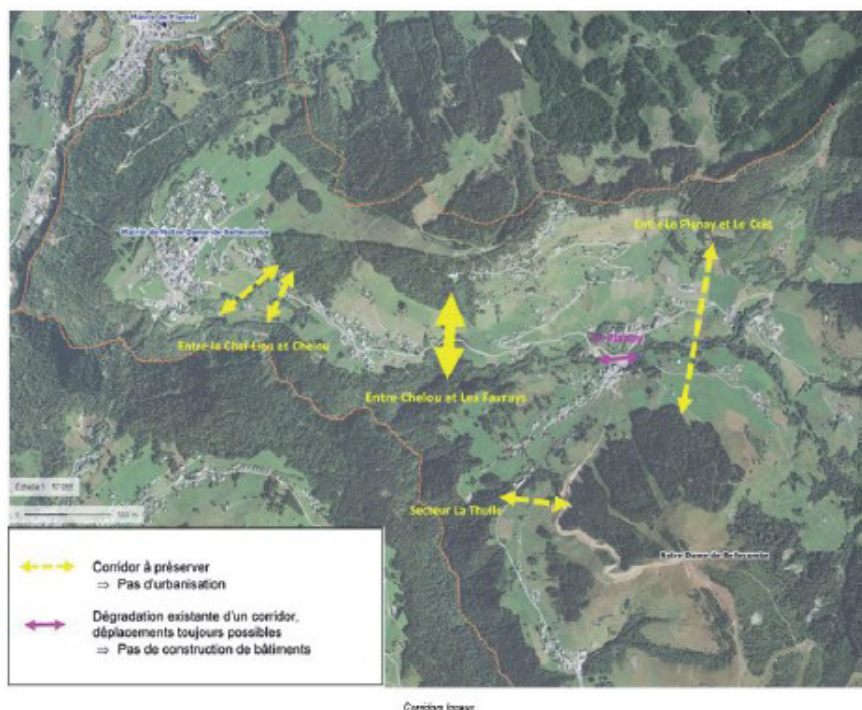
■ Réservoirs de biodiversité à préserver

■ Réservoirs secondaires naturels forestiers

■ Corridor

Corridors écologiques locaux

Hormis les grands corridors mentionnés dans les documents cadre, des corridors locaux peuvent être identifiés à l'échelle communale. Il s'agit de zones de coupure de l'urbanisation qui doivent être préservées pour permettre les déplacements de la faune. Ces corridors sont sans objet sur les parties de la commune non urbanisées, notamment dans les 2/3 supérieurs du territoire et sur la frange ouest qui permettent des déplacements aisés de la faune.



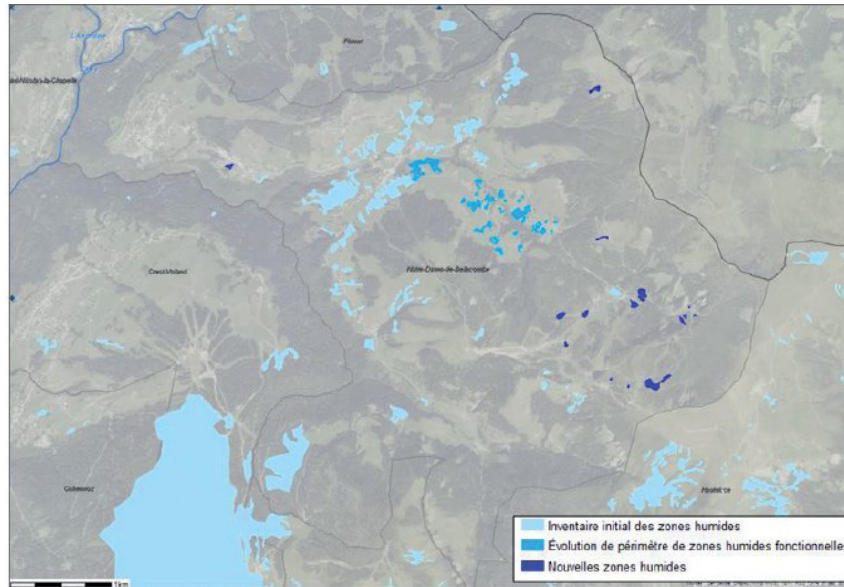
Conclusion : les objets de la modification de droit commun n°1 ne présentent pas d'incidences notables sur les milieux naturels puisqu'il s'agit principalement de régularisation de situations existantes : complément de l'inventaire des bâtiments existant pouvant changer de destination, régularisation des emprises du domaine skiable aujourd'hui aménagé et exploité.

4 - Incidence sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers

Les objets de la modification de droit commun sont sans incidences sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

5 - Incidence sur les zones humides

Plusieurs zones humides sont présentes sur le territoire de la commune. Ces zones sont identifiées et intégrées à l'inventaire des zones humides de la Savoie.



Zones humides - Source : Serveur Carmen-Conservatoire du Patrimoine Naturel de la Savoie

La modification de droit commun n°1 est sans incidences sur les zones humides : l'extension du zonage du domaine skiable, dont certains secteurs sont en zones humides, correspond à des emprises actuellement aménagées et exploitées par le domaine skiable.

6 - Incidence sur l'eau potable

La modification de droit commun est sans incidences sur la ressource en eau.

7 - Incidence sur l'assainissement

La modification de droit commun est sans incidences sur l'assainissement.

8 - Incidence sur le paysage ou le patrimoine bâti

La modification de droit commun est sans incidences sur le patrimoine bâti.

9 - Incidence sur les déchets

La modification de droit commun est sans incidences sur la gestion des déchets.

10 - Incidence sur les risques et nuisances

La modification de droit commun est sans incidences sur les risques et nuisances.